

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 24 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEVAL GRANULATS

Quartier Mondy - BP 84
26300 Bourg-De-Péage

Références : 20251022-RAP-DACA1137
Code AIOT : 0006100485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement CHEVAL GRANULATS implanté Les Garennes 26300 Alixan. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVAL GRANULATS
- Les Garennes 26300 Alixan
- Code AIOT : 0006100485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société CHEVAL GRANULATS est autorisée par l'arrêté modifié n°07-3537 du 6 juillet 2007 pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire hors d'eau et le criblage de matériaux.

La production maximale annuelle autorisée est de 85 000 tonnes sur une surface de 8 ha 16a 0 ca. Cette activité est autorisée jusqu'au 6 juillet 2037.

Une activité de remblaiement du site par de déchets inertes de fibres de verre avec des prescriptions supplémentaires a été autorisée le 25 mars 2025. Cette activité n'est pas encore mise en place au sein de la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 7.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Remblayage	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 10.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 5	Sans objet
3	Remblayage	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2	Sans objet
4	Remblayage	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2	Sans objet
6	Remblayage	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2	Sans objet
8	Garanties financières	AP Complémentaire du 25/03/2025, article 5	Sans objet
9	Acceptation des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
10	Bruits	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 14.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats portent sur la transmission du dernier plan topographique, la réalisation des mesures des retombées de poussières et les analyses de l'eau du piézomètre avec les paramètres issus de l'arrêté complémentaire du 25 mars 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Une barrière est présente à l'entrée de la carrière. Lors de la visite l'exploitant a indiqué que l'entrée de l'ISDI se fera désormais par une entrée dédiée et ne sera donc plus commune avec celle de la carrière. La clôture présente est du type 3 fils.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la visite les deux panneaux d'information de la carrière et de l'ISDI sont au niveau du portail d'entrée de la carrière. Le panneau de l'ISDI doit être déplacé afin de correspondre à la nouvelle entrée de l'ISDI. En ce qui concerne les informations, le nouvel arrêté complémentaire du 25 mars 2025 pourrait être ajouté sur le panneau de la carrière. L'exploitant doit s'assurer régulièrement de l'état de la clôture et de son entretien (fauche pour limiter la végétation à proximité).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 7.8
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a montré à l'inspection son logiciel intégrant les plans d'exploitation de ses différentes carrières (vue aériennes avec courbes de niveau). La cote limite d'exploitation est respectée et de l'ordre de 165 m NGF. Lors de la visite, il est constaté à l'est du front d'exploitation une zone pouvant être instable et non purgée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre le plan d'exploitation de la carrière à l'inspection (sous forme numérique ou papier). L'Est du front d'exploitation de la carrière doit être purgé ou sa base mise en défens par un merlon.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets à base de fibres de verre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des déchets de matériaux à base de fibres de verre, code déchet 10.11.03, sera réalisé conformément au protocole de suivi « VOLCAN IWRS » en Annexe V au présent arrêté, avec notamment un prélèvement réalisé de manière aléatoire toutes les 1000 tonnes de fibres de verre réceptionnées et les analyses en contenu total et en lixiviation de l'ensemble des paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de remblaiement de déchets de fibres de verre au sein de la carrière. Les déchets de fibres de verre ont été dirigées vers l'ISDI.</p> <p>Le suivi des déchets de fibres de verres et les tests de lixiviation sont réalisés par l'exploitant pour les matériaux réceptionnés au sein de l'ISDI.</p> <p>Suite à la visite l'exploitant a transmis les résultats du dernier test de lixiviation. Il est à noter que pour certains paramètres les limites de quantification sont supérieures aux valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place le protocole de suivi des déchets de fibres de verre une fois qu'elles seront mises en remblaiement au sein de la carrière.</p> <p>En ce qui concerne les tests de lixiviation l'exploitant devra faire appel à un laboratoire capable de fournir des résultats d'analyse avec une limite de quantification permettant de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets de fibres de verre
Prescription contrôlée : Le recouvrement des déchets de fibres de verre est réalisé au moins une fois tous les deux jours et obligatoirement avant le week-end. Lorsque la vitesse du vent le nécessite, le recouvrement est réalisé à la fin de chaque journée. Les déchets de fibres de verre sont recouverts d'une couche de matériaux ou déchets inertes d'au moins 20 cm afin d'empêcher les envols. L'exploitant dispose sur place d'un stock suffisant de matériaux pour réaliser ce recouvrement.
Constats : Il n'y a pas de réception de fibres de verre au sein de la carrière. Toutefois les conditions de stockage au sein de l'ISDI ne sont pas satisfaisantes et ne permettent pas un recouvrement de ces fibres à proximité de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit étudier la possibilité de recouvrir ces fibres de verre, éventuellement en modifiant leurs conditions de déversement avant la mise en place de cette activité au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par mesure des retombées de poussières. Le réseau de mesures de retombées de poussières comprend 4 stations [...] L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesure des retombées de poussières... La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum de trimestrielle. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m ² /j en moyenne annuelle en chacun des emplacements suivis.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le suivi des retombées de poussières du fait de l'absence de fibres de verre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que le suivi des retombées de poussières dans l'environnement n'est pas lié seulement aux apports de fibres de verre et que bien que la capacité d'extraction de la carrière est inférieure à 150 000 t/an, l'exploitant doit mettre en place ce suivi.

La carrière relève de l'enregistrement sous la rubrique 2515 Traitement des matériaux et de ce fait un suivi doit être réalisé pour cette activité conformément à l'article 39 de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air fibres de verre

Prescription contrôlée :

Afin de respecter les valeurs en limite de propriété de 10 fibres par cm³, de 10 mg/m³ pour la poussière totale et de 5 mg/m³ pour la poussière respirable, l'exploitant fera réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur un cycle de campagne initial de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation (1 fois par mois pendant 3 mois selon la norme NF X 43-269), afin de rechercher la présence de « filaments continus à fibre de verre ».

[...] À l'issue de ce cycle d'analyse et en fonction des résultats transmis aux services de l'inspection des installations classées, des modalités de surveillance à long terme pourront être précisées.

Constats :

Lors de cette visite l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas trouvé de laboratoire compétent pour réaliser cette mesure de fibres de verre dans l'air ambiant et a demandé à l'inspection si elle disposait d'information sur des laboratoires pouvant réaliser ces mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection indique que le site du COFRAC (<https://www.cofrac.fr>) dispose d'un moteur de recherche des organismes accrédités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 10.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

<p>Un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines portera sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO et hydrocarbures.</p> <p>Un suivi annuel de la qualité des eaux souterraines portera sur les paramètres du tableau de l'article 10.4.2 (Métaux et métalloïdes, BTEX et autres...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé le suivi annuel de la qualité des eaux souterraines avec tous les paramètres fixés par l'arrêté complémentaire du 25 mars 2025 (métaux et métalloïdes, BTEX, HAP, COT, PCB, Hydrocarbures, etc.) mais le devis est prêt.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser le suivi annuel de la qualité des eaux souterraine avec tous les paramètres même s'il n'y a pas d'apport de fibres de verre au sein de la carrière. Ceci permettra surtout de voir l'impact potentiel de l'ISDI qui est en limite de propriété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2025, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification du montant de la garantie financière</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite l'exploitant a transmis les garanties financières avec le montant actualisé correspondant à l'article 5 de l'arrêté du 25 mars 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Acceptation des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des matériaux extraits au sein de la carrière et des déchets inertes entrant sur le site.

Les déchets inertes proviennent exclusivement de chantiers du Groupe CHEVAL et les matériaux sont traités principalement au sein de l'installation de Bourg-de-Péage. L'exploitant a indiqué que la dernière activité de criblage date de plus de 3 ans.

Dans son modèle de DAP (Demande d'acceptation Préalable), la carrière d'Alixan n'est pas indiquée (doit être cochée et remplie à la main, ce qui n'est pas le cas sur des DAP présentée par l'exploitant). Ce point sera à corriger ou à rappeler lors du remplissage de la DAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 14.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit

Prescription contrôlée :

[...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Constats :

Suite à la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les dernières mesures de bruit réalisées le 29 novembre 2024.

L'exploitant a indiqué qu'il a mis en place une mesure de bruit tous les 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport de mesure de bruit montre des résultats conformes à la fois en limite de propriété et au niveau des 6 Zones à Émergences Réglementées (ZER). Il est toutefois à noter que ces mesures ont été faites avec comme seule activité la circulation des engins au sein de la carrière mais sans activité de criblage (engins routier et chargeuse).

Pour la prochaine mesure, il conviendra de la réaliser lors d'une période de criblage qui est une activité majorante au niveau du bruit (bien que peu fréquente).

Type de suites proposées : Sans suite